

BULLETIN D'INFORMATION

de l'association d'aide
Aux membres et familles
DE LA GENDARMERIE /



SOMMAIRE

La région de gendarmerie de Bretagne se dote d'exosquelettes pour améliorer la santé au quotidien..... **4**

Personnes disparues, naufrages... Pour les aider sous l'eau, **les gendarmes bretons équipés de drones**..... **6**

Gendarmerie du Lot : Il décroche la nationalité française et **devient expert en cybersécurité**..... **8**

Formation spécialisée : **18 nouveaux enquêteurs environnementaux** renforcent les rangs de la gendarmerie des Vosges..... **14**

Les nouvelles brigades de gendarmerie doivent s'armer... de patience..... **16**

INSOLITE : **Un entraînement de plongée des gendarmes tourne à l'enquête criminelle** après une découverte surprenante..... **18**

Seine-et-Marne : ces lycéens ont **redonné vie à une moto de la gendarmerie** des années 1930..... **20**

Tout juste rénovés, les locaux d'une future gendarmerie temporaire partent en fumée à **Bois-de-Céné**... **22**

Arles : la gendarmerie **offre à la Croix Rouge des jouets volés** saisis lors d'une enquête..... **23**

Gend'Services : **un nouveau dispositif de gendarmerie** inauguré à Verneuil-sur-Vienne..... **24**

Sécurité : **10.000 gendarmes ont été blessés** dans l'exercice de leurs fonctions en 2024, un chiffre « inédit »..... **25**

Des nouvelles de la future gendarmerie de cette commune **située près d'Aurillac**..... **26**

Tarn-et-Garonne : une nouvelle caserne pour le **PSPG de Golfech**..... **27**

Après Givet, **une autre brigade de gendarmerie des Ardennes** cartonne sur les **réseaux sociaux**..... **28**

La gendarmerie de l'Air **change de nom**..... **29**

EDITO

En cette nouvelle édition, nous avons souhaité mettre à l'honneur l'engagement quotidien des gendarmes et le rôle essentiel que jouent leurs familles dans l'équilibre de cette vocation.

De la Bretagne à Mayotte, des brigades spécialisées aux unités de proximité, ce bulletin témoigne de la diversité des missions accomplies et des efforts constants pour s'adapter aux enjeux contemporains : environnement, cybersécurité, bien-être au travail, ou encore innovations technologiques comme les exosquelettes et les drones subaquatiques.

À travers ces pages, nous mesurons combien l'esprit de solidarité, de service et d'adaptabilité reste au cœur de l'institution. L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie s'attache, dans cette dynamique, à soutenir ceux qui servent, à relayer les réalités de terrain, et à renforcer le lien qui unit les familles à cette grande communauté qu'est la gendarmerie.

Merci à tous ceux qui, sur le terrain comme en coulisses, œuvrent avec conviction et humanité.



Trimestriel Edition 2025 - Revue Officielle de L'ASSOCIATION D'AIDE AUX MEMBRES ET FAMILLES DE LA GENDARMERIE

Siège Social : 13 Route des Planèzes 23400 BOURGANEUF

Régie publicitaire exclusive : Service Coordination Imprimerie

350, avenue du Prado - 13008 Marseille - Tél. 04 65 27 80 00

Mail : service-coordination-imprimerie@orange.fr

Impression : **MEDIA PRINT** - 84120 PERTUIS

Toute erreur ou omission étant involontaire, ne peut engager la responsabilité de Service Administratif Publicitaire



LA RÉGION DE GENDARMERIE DE **BRETAGNE** SE DOTE **D'EXOSQUELETES** POUR **AMÉLIORER** LA SANTÉ AU QUOTIDIEN

À la section des matériels de la Région de gendarmerie de Bretagne (RGBRET), unité où le dos est souvent mis à mal par le port de charges lourdes, l'ergonomie représente un défi majeur. Une solution innovante a été trouvée pour y répondre : l'emploi d'un exosquelette lombaire.

S'inscrivant dans une démarche de bien-être de ses personnels, la Région de gendarmerie de Bretagne (RGBRET) a fait l'acquisition, en 2024, de deux exosquelettes lombaires de marque française. Affectés à la section des matériels de l'état-major, ils sont régulièrement utilisés dans l'objectif d'améliorer l'ergonomie au travail, permettant ainsi de prévenir les

blessures et de réduire les douleurs dorsales liées aux efforts physiques.

■ ■ Qu'est-ce qu'un exosquelette lombaire ?

Un exosquelette lombaire est un dispositif porté par l'utilisateur pour soutenir la colonne vertébrale, en particulier la région lombaire. Il vise à soulager la pression exercée sur le dos pendant le port de charges lourdes, en redistribuant le poids et en favorisant une posture correcte.

■ ■ Un atout dans l'effort

L'exosquelette lombaire est composé de



sangles velcro et de structures métalliques de type vérin soutenant la partie dorsale, qui se fixent autour du corps. Il est conçu pour offrir un soutien dynamique sans gêner les mouvements. Il fonctionne grâce à un moteur qui actionne les vérins, réduisant l'effort musculaire nécessaire pour soulever ou porter des charges plus ou moins encombrantes.

Ses bienfaits sont multiples : prévention des blessures musculaires et lombaires, réduction de la fatigue et amélioration de la posture.

Les efforts répétés de port ou de transport de charges lourdes sont une cause fréquente de douleurs dorsales et de blessures chroniques, comme les hernies discales ou les entorses musculaires. L'exosquelette aide à maintenir une posture optimale, réduisant ainsi le risque de tension excessive sur la colonne vertébrale et les muscles. Son emploi permet de réduire la fatigue liée à l'effort. Enfin, son utilisation encourage une posture du corps plus droite et plus naturelle, permettant d'éviter les mauvaises positions favorisant l'apparition de douleurs dorsales sur le long terme.

L'utilisation de l'exosquelette, un impact sur le bien-être au travail

La diminution des douleurs et des blessures entraîne une meilleure efficacité au travail et moins d'absences pour cause de maladies liées au dos. De plus, les personnels peuvent se concentrer sur leur tâche sans être freinés par des douleurs chroniques. Ces dispositifs ne sont pas uniquement destinés à ceux qui effectuent des tâches physiques lourdes. Ils peuvent également être utilisés pour éviter les blessures sur le long terme et sont adaptés à différents profils, y compris ceux qui produisent des efforts physiques modérés mais réguliers. Les exosquelettes lombaires représentent une avancée significative dans la préservation de la santé au travail et l'amélioration du quotidien.



PERSONNES DISPARUES, NAUFRAGES...

POUR LES AIDER SOUS L'EAU, LES GENDARMES BRETONS ÉQUIPÉS DE DRONES

En Bretagne, les quatre brigades nautiques de la gendarmerie viennent de recevoir un drone subaquatique chacune afin de les aider à mener l'enquête sous l'eau

■ L'essentiel

En Bretagne, les quatre brigades nautiques de la gendarmerie viennent de recevoir un drone subaquatique afin de les aider à mener l'enquête sous l'eau.

Les drones sont utilisés pour des missions très variées comme la recherche de corps immergés, la détection de pollutions marines ou

l'inspection de coques de navires. « On gagne clairement en efficacité et on peut investiguer plus profondément les zones qui le nécessitent », assure l'adjudant-chef Côme Allix, commandant de la brigade nautique de Lézardrieux.

Dans les airs, sur terre et même sous l'eau. En quelques années, les drones sont devenus des outils incontournables pour les forces armées françaises. En Bretagne, les quatre



unités nautiques de la gendarmerie chargées de mener l'enquête sous la surface viennent ainsi d'être dotées d'appareils subaquatiques. « On travaillait déjà avec un drone de loisir mais là on monte clairement en gamme avec un matériel de haute technicité », souligne l'adjudant-chef Côme Allix, commandant de la brigade nautique de Lézardrieux (Côtes-d'Armor).

Constituée de cinq enquêteurs subaquatiques et d'un pilote surveillant de surface, cette unité est la seule à avoir encore des plongeurs dans la région alors que toutes les brigades nautiques en disposaient auparavant.

« On travaille du coup sur toute la Bretagne et la zone de défense Ouest qui couvre vingt départements », précise le gradé. Avec moins de plongeurs dans les rangs, le drone se révèle donc un allié précieux pour aider les gendarmes à trouver des preuves et des indices sous l'eau.

■ Le drone permet d'explorer des zones plus profondes

Les missions sont très variées comme la recherche de corps ou d'objets immergés, la détection de pollutions marines ou l'inspection de coques de navires ou d'embarcations suspectes pour lutter contre le trafic de stupéfiants. « Le drone nous permet déjà d'explorer des zones plus profondes puisqu'il va jusqu'à 100 mètres sous l'eau alors que nous sommes limités à 35 mètres de profondeur, précise l'adjudant-chef. C'est aussi un gain de temps

car il va réaliser les repérages et les premières constatations et nous permettre de mieux cibler l'intervention des plongeurs. »

Sur des zones potentiellement dangereuses comme des barrages, des retenues d'eau, des puits ou des zones polluées, l'appareil permet aussi de sécuriser l'immersion des plongeurs en écartant en amont tous les dangers avant la mise à l'eau. « On gagne clairement en efficacité et on peut investiguer plus profondément les zones qui le nécessitent », assure Côme Allix, qui apprend avec ses hommes à manier leur nouveau « joujou » bardé de technologies. « Cela se pilote un peu comme un drone aérien, précise-t-il. Mais la grosse différence, c'est qu'on ne le voit pas, on ne voit que son cordon qui se déplace. Il faut donc arriver à comprendre où il se trouve sous l'eau. »

■ Des scènes reconstituées en direct pour les magistrats

Dans le cadre d'enquêtes judiciaires, le drone subaquatique, qui prend des photos de 12 millions de pixels et des vidéos en 4K, permet aussi de reconstituer très finement des scènes comme une voiture immergée dans un plan d'eau ou le naufrage d'un bateau. « Un magistrat peut ainsi pour son enquête voir en direct via le retour vidéo le travail des plongeurs sur le terrain », souligne le militaire, qui ne sort plus jamais sans son drone. « On faisait sans auparavant, mais il faut reconnaître que cela nous ouvre tout un nouveau champ d'action. »



GENDARMERIE DU LOT :

IL DÉCROCHE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE ET DEVIENT EXPERT EN CYBERSÉCURITÉ

Aujourd'hui installé à Cahors avec sa famille, il est un acteur clé de la lutte contre les cybermenaces et les nouvelles formes de criminalité. Expert en cybercriminalité, il conjugue passion pour son métier et épanouissement personnel dans le Lot.

Originaire de la Grande-Bretagne, Nicholas Scurfield est né et a grandi à Londres, au sein d'une fratrie de trois garçons. Son père travaille dans une entreprise spécialisée en électronique et circuits imprimés, sa mère est employée au sein de la police londonienne. Mais tout d'un coup, changement de cap...

■ Une enfance entre deux cultures

À peine atteignait-il l'âge de 6 ans que ses parents décident de quitter l'Angleterre, pour s'installer en France. « C'était leur choix, ils voulaient nous offrir une vie meilleure que celle à laquelle il leur semblait pouvoir prétendre

dans l'Angleterre de l'époque » relève Nicholas Scurfield. La famille opte pour le Sud-Ouest et jette son dévolu sur l'Ariège. C'était en 1989.

Nicholas Scurfield et ses frères se retrouvent parachutés à l'école de Mirepoix. Premier défi : apprendre la langue. Autant pour les enfants cet apprentissage se révèle fulgurant, autant pour les parents plusieurs années n'y suffiront pas ! « Mes parents parlent encore très mal la langue, parce qu'ils n'ont pas eu cette chance de pouvoir aller à l'école en France » relève M. Scurfield.



Après une scolarité classique jusqu'en troisième, Nicholas se préoccupe d'entrer dans la gendarmerie ! Subjugué par le témoignage du père d'un de ses camarades venu présenter son métier alors qu'il était en classe de Primaire, il veut lui aussi devenir gendarme. « Pour moi, cet homme était un super-héros et en plus il nous avait emmenés visiter la brigade ! » insiste-t-il. Et il n'en démordra pas, quand bien même les contraintes auxquelles il va devoir se confronter auraient pu le contrarier. En effet, il doit préalablement franchir la barrière de la nationalité, qui n'est pas sans incidence financière. Lorsqu'on est étudiant, ces deux obstacles ne sont pas les moindres. Aussi s'oriente-t-il dans un premier temps vers des études qui le moment venu pourraient favoriser l'ouverture des portes de la gendarmerie. Dès la Seconde, il suit des cours en laboratoire, puis baccalauréat en poche, il poursuit par 6 années d'étude toujours en laboratoire jusqu'au BTS, en vue de devenir Technicien en Identification Criminelle, suivie d'une équivalence bac+2 en informatique. De là, il bifurque en Master agro-alimentaire, en attendant la nationalité française... alors qu'il est prêt à entrer dans la vie professionnelle. Pour une question d'argent et de paperasserie administrative, la gendarmerie lui reste encore inaccessible.

■ Un rêve de gendarmerie plus fort que tout

Nicholas Scurfield parachève ses études par un master en agroalimentaire en intégrant l'école d'ingénieur de Purpan, à Toulouse. C'est à ce moment-là qu'il décroche le précieux sésame de la naturalisation française. En même temps, il est embauché par l'entreprise auprès de laquelle il effectuait un stage. Débutant au bas de l'échelle, il se retrouve très vite chef de service, à la tête d'une centaine de personnes. De fil en aiguille, il exerce des responsabilités dans plusieurs entreprises, et visiblement s'ouvre à lui un bel avenir professionnel. Pour autant, la perspective de la gendarmerie ne le quitte pas. Il envisage de devenir réserviste. « Mais mon patron n'avait pas envie que je perde du temps avec ça », se souvient-il. Il poursuit dans le privé, une expérience bonne à prendre, quelle que soit la suite... Il devient enseignant en anglais dans un lycée de Carcassonne, puis assistant d'éducation à Narbonne, cherchant à se dégager du temps pour faire son entrée chez les réservistes de la gendarmerie. « Cette

affectation confirme mon idée première, c'est bien la gendarmerie qui m'intéresse par-dessus tout ! » relève-t-il.

En 2014, il est reçu haut la main au concours d'entrée dans la gendarmerie et intègre l'école de Montluçon. Il a enfin atteint le but qui avait motivé ses études. Il se voit propulsé à la présidence de la 2e compagnie. Son premier poste le conduit à la brigade de Thoisy, dans le département de l'Ain, où il restera jusqu'en 2021. En tant que brigadier, sa vie professionnelle est rythmée par les patrouilles, les enquêtes, la police de la route... Là, il exerce le métier de base de la gendarmerie, le cœur de métier de gendarme, c'est-à-dire celui que côtoient sur le terrain tous les citoyens. « Ceci m'a beaucoup intéressé, au point que je n'étais pas pressé pour changer d'affectation » concède-t-il. Néanmoins, il répond à d'amicales pressions qui l'incitent à passer le diplôme des systèmes d'information et de communication de la gendarmerie.

■ Une carrière entre terrain et nouvelles technologies

Nouveau succès à l'issue de 2 ans de formation, lui conférant la spécialité qu'il occupe actuellement au sein du service informatique. Changement radical de métier : au revoir les procédures judiciaires et bienvenue sur la planète informatique. Ordinateur, téléphone portable, réseau radio, n'ont plus de secret pour lui, avec les nouvelles casquettes qui sont celles de la lutte contre les cyber menaces, la cybercriminalité, le drone, la lutte anti-drone...

2021 est également l'année où Nicholas arrive à Cahors avec son épouse et leurs deux enfants. Maréchal des logis chef, il devrait se retrouver adjudant au printemps prochain, affecté donc à la section opérationnelle de lutte contre les cyber menaces. Son champ d'intervention s'étire sur tout le département du Lot où il est question de maintenir en condition opérationnelle la totalité des infrastructures d'information et de communication ; ordinateurs, informatique, téléphonie fixe, téléphonie mobile, et autres communications radio spécifiques à la gendarmerie. Ses compétences le conduisent sur des missions au niveau national et même international. Ainsi pour les Jeux olympiques à Paris, Nicholas a mené des

missions de lutte anti-drone ou de télé pilote de drone. À l'international, il a été chargé de mission au Qatar pour la Coupe du Monde de 2022, en tant qu'opérateur de lutte anti-drone. La France avait en charge la sécurisation des sites d'entraînement et de compétition ainsi que les hôtels où étaient logés des sportifs du monde entier.

■ **Conjuguer esprit de famille et passion informatique**

Résidant à Cahors, il bénéficie d'une situation inédite : toute la famille en entier, vit sur les mêmes lieux. Son épouse est Conseillère Principale d'Education dans un établissement cadurcien, leurs enfants sont scolarisés à deux pas de la maison. Nicholas l'affirme sans ambages : « Ici, je m'épanouis à la fois dans mon métier et dans ma vie tout entière ». Jetant un œil par la fenêtre de son bureau, il s'exclame : « Regardez les collines, les combes en face, cela, je pense que je n'aurais pas pu l'avoir dans aucun autre département ». Côté loisirs, lorsque cela est possible Nicholas pratique le badminton, si ce n'est la marche ou le vélo.

À présent et pour 3 mois, il est détaché pour une mission en Nouvelle-Calédonie, pour apporter de l'assistance à ses collègues en matière informatique, pour tous les outils d'information et de communication auprès de l'ensemble des brigades.

« Oui, j'ai atteint mon objectif, j'ai réussi tout ce que je voulais faire, je suis là où je veux être, alliant ma passion pour la technicité de mon métier et ma vie de famille », souligne-t-il. Certes, Nicholas est amené à se déplacer, à s'éloigner de sa famille, en fonction des impératifs de service. « Heureusement, j'ai une femme qui est vraiment super pour veiller au bon fonctionnement de la cellule familiale en mon absence », tempère-t-il. Il n'hésite pas à manifester sa reconnaissance à son épouse, « parce que sans elle, je n'aurais jamais pu vivre les rêves que je vis ». Il souligne les milliers de facettes qu'offre l'engagement dans la gendarmerie, avec des formations en permanence, de possibles réorientations au gré de ses envies de carrière.

Nicholas en est persuadé, il ajoute : « Je suis un échantillon parmi tout ce que représente la

gendarmerie, nombreux sont ceux qui diraient la même chose... »

■ **« J'ai atteint mon objectif, j'ai réussi tout ce que je voulais faire... »**

Et l'Angleterre dans tout cela ? « J'y retourne voir la famille autant que possible. Mais je suis établi en France, je suis en couple avec une Française, j'ai des enfants Français, je connais bien mieux la France maintenant que l'Angleterre » constate-t-il.

Nicholas n'est pas un inconnu à Cahors et le Lot, où il a déjà dispensé des formations en cybercriminalité au niveau des collèges et des lycées, sur le harcèlement scolaire via internet. Il est également intervenu auprès des services des impôts, dans les hôpitaux de Cahors, Figeac et Gourdon, auprès d'associations... « À travers ce métier qui m'oblige à me renouveler sans cesse en fonction de l'évolution de la société et des avancées de l'informatique, je me dois d'être toujours à la pointe des connaissances » nous confie-t-il. Ces interventions lui permettent de mesurer à quel point les gens ont besoin de sensibilisation sur les dangers d'internet, pour les jeunes qui ont tous un téléphone portable et un ordinateur et qui parfois se mettent en danger parce qu'ils n'ont pas les connaissances. Auprès de tous, il explique les règles d'utilisation afin que chacun puisse éviter les dérives.

Nicholas Scurfield jongle entre sa passion pour la tech, son engagement dans la lutte contre la cybercriminalité et la transmission de ses connaissances, sans oublier ce qui prime à ses yeux par dessus tout le reste : la famille !



ORIGINAIRE D'ÉPOISSES, UN GENDARME DE MAYOTTE TÉMOIGNE :

**« C'ÉTAIT
INIMAGINABLE »**

À Sada, comme dans le reste de Mayotte, la vie reprend son cours, même si les stigmates du cyclone Chido sont encore présents. Aymeric Philippot, gendarme originaire de la commune d'Époisses, est en poste depuis deux ans dans ce petit archipel de l'océan Indien. Il nous raconte comment il a vécu ce 14 décembre ainsi que la lente reconstruction et les défis qui attendent les Mahorais.

Dans une carrière, il y a des expériences qui marquent à jamais. En déposant ses valises à Mayotte en juillet 2023, le major de gendarmerie Aymeric Philippot, originaire de la commune d'Époisses, ne s'attendait sans doute pas à être au cœur du cyclone Chido, qui s'est abattu sur cet archipel de l'océan Indien le 14 décembre.

Celui qui occupe la fonction d'adjoint au commandant de la brigade de Sada, au sud-ouest de Mamoudzou, admet que cette tempête

tropicale restera comme un événement marquant de sa vie d'homme et de militaire. « En Martinique, où je suis resté quatre ans, et sur l'île de La Réunion, où j'ai vécu cinq ans, j'ai connu des cyclones, mais jamais d'une telle intensité », avance le sous-officier de 52 ans. Il revient sur ce moment oppressant et frappant de sa carrière. Le 13 décembre, le militaire, qui compte vingt gendarmes sous ses ordres, était de permanence avec cinq d'entre eux à la brigade. La vigilance rouge était enclenchée. Le



matin du 14 décembre, le niveau d'alerte était passé au violet, la menace la plus forte. C'est vraiment à ce moment-là que le cyclone a été le plus désastreux.

■ « J'étais impuissant »

Les militaires, bloqués à la caserne, entendaient le vent souffler et les arbres tomber. Il y avait beaucoup de vent, mais pas de forte pluie. « À cet instant, en ma qualité de responsable, le plus dur pour moi était de savoir comment j'allais retrouver mes collègues. D'autant que dans un dernier message, l'un de mes hommes nous annonçait qu'il n'avait plus de toit. J'étais impuissant », raconte le major Philippot.

■ « Un paysage de désolation »

Dans le début de l'après-midi, le vent a commencé de se calmer. Privée de moyens de communication, la brigade ne savait même pas si l'alerte était levée. Mais il fallait réagir. Les cinq militaires se sont répartis en deux équipes pour aller sur le terrain. « Dehors, c'était inimaginable. C'était un paysage de désolation. Plus un arbre n'était debout. J'ai fait le tour de mes collègues. Certains ont tout perdu.

Heureusement, il n'y a eu aucun blessé, mais des dégâts matériels. »

Dans les heures, les jours et les semaines qui ont suivi, les gendarmes ont aidé au dégagement des axes routiers afin que les secours puissent circuler. Ils ont aussi assuré le ravitaillement et la distribution d'eau. En parallèle, l'activité judiciaire a continué : en plus d'apporter leur aide à la population, les gendarmes devaient gérer leurs missions habituelles.

Hormis le paysage de dévastation constaté ou encore des habitants se lavant dans de l'eau sale et bien d'autres images à jamais gravées, le major Aymeric Philippot a été frappé par l'attitude des Mahorais. « Dans cette terrible épreuve, [ils] sont restés dignes. Ils ne sont pas résignés, pas abattus. Ils font preuve de solidarité et de résilience dans l'adversité », explique celui qui a grandi en haute Côte-d'Or, où ses parents habitent encore.

Le gendarme précise que les Mahorais sont en première ligne dans la reconstruction de leur pays. La crise de l'eau est toujours présente et son rationnement encore d'actualité. D'autant que le deuxième cyclone, survenu il y a quelques semaines, n'a pas arrangé les choses. « L'eau est une vraie problématique



L'association Les Mains du cœur, avec le soutien de la mairie d'Époisses, a décidé de mettre en place une action de solidarité "De tout cœur avec Mayotte", afin de soutenir les habitants de l'archipel.

À cet effet, elle organise, samedi 15 mars, à l'espace de rencontres et de loisirs, un repas solidaire. Les bénéfices de la soirée seront reversés à Mayotte via l'antenne montbardoise de la Croix-Rouge. Des dons pourront également être effectués lors de cette soirée.

Samedi 15 mars, à l'espace de rencontres et de loisirs. Repas solidaire à partir de 19 h 30. Menu (apéritif offert ; riz et poulet à la mahoraise et dessert exotique) : 15 €, sur place ou à emporter. Réservation au 06 82 61 24 12.

à Mayotte.

Et pourtant, avec les deux cyclones, il y a eu une accumulation d'eau. Ce qui est paradoxal justement pour un pays qui en manque », avance l'adjoint au commandant de la brigade de Sada. L'électricité se fait attendre dans certaines parties de l'archipel. D'ailleurs la brigade a dû elle aussi fonctionner avec un groupe électrogène. L'école, elle, a repris.

Aymeric Philippot évoque également les bidonvilles, les "bangas", ces habitations en tôles qui se sont vite reconstruites et ceci malgré la volonté de l'État de l'empêcher.

De leurs côtés, même exténués, les gendarmes se montrent réactifs : « Nous reprenons le rythme d'avant. Les renforts de la Métropole sont là. C'est une aide essentielle, notamment pour les patrouilles. Nous allons pouvoir reprendre des permissions qui, fort logiquement, avaient été supprimées au regard de la situation de crise. »



FORMATION SPÉCIALISÉE :

18 NOUVEAUX ENQUÊTEURS ENVIRONNEMENTAUX RENFORCENT LES RANGS DE LA GENDARMERIE DES VOSGES

Cette semaine, 18 militaires issus de différentes unités du groupement ont suivi une formation avancée d'enquêteur environnement niveau 2. Pendant plusieurs jours, ces gendarmes ont approfondi leurs compétences pour lutter contre les atteintes à l'environnement, une mission devenue plus que jamais essentielle face aux enjeux écologiques actuels.

■ Une formation complète et diversifiée

Les thématiques abordées au cours de cette semaine intensive ont couvert un large spectre de problématiques environnementales :

- Lutte contre les pollutions (eaux, sols, air)
- Maltraitance animale et trafics liés à la faune
- Gestion des déchets et dépôts sauvages
- Préservation des écosystèmes et protection de la biodiversité



Pour enrichir leur apprentissage, les stagiaires ont bénéficié des interventions de nombreux experts et représentants de services compétents.

Parmi eux, le substitut du procureur en charge des infractions environnementales, des agents de l'Office français de la biodiversité (OFB), de l'Office national des forêts (ONF), de la Fédération de pêche des Vosges, ainsi que des spécialistes du SDIS des Vosges et de la DDETSPP.

Ces échanges ont permis d'approfondir la compréhension des enjeux et des procédures associées à la protection de l'environnement.

■ Une immersion aux côtés de spécialistes

L'un des temps forts de cette formation a été l'intervention d'un spécialiste des Nouveaux Animaux de Compagnie (NACs). Cette session a permis aux militaires de se familiariser avec ces espèces parfois méconnues, mais dont la détention peut être encadrée par des réglementations spécifiques.

■ Une montée en puissance de la gendarmerie environnementale

Avec ces 18 nouveaux enquêteurs, la gendarmerie des Vosges renforce significativement ses capacités d'intervention en matière de protection de l'environnement. Désormais, près de 40 militaires spécialisés sont déployés sur le territoire pour veiller au respect des réglementations et lutter contre toutes formes d'atteintes à la nature.

Cette formation illustre l'engagement de la gendarmerie à répondre aux défis environnementaux contemporains et à garantir un cadre de vie préservé pour les générations futures.



entre Bruno Retailleau et son homologue britannique Yvette Cooper au Touquet, le 27 février dernier. Cet avenant a notamment permis le financement de la brigade de Zuydcoote. Ailleurs, l'ouverture de ces nouvelles brigades patine. "Les élus sont prêts, mais les effectifs ne sont pas là. À Caudry, le maire a investi 90.000 euros, à Renescure, c'est 40.000 euros, mais on n'a aucune nouvelle des gendarmes promis ! Les 2.000 ETP annoncés ont-ils été budgétés ? Ou sont-ils gelés ?", interroge le député.

■ 57 brigades créées en 2025... si les créations d'effectifs suivent

La réponse est visiblement entre les deux. "Nous avons la masse salariale, mais nous devons encore obtenir l'autorisation de création des 464 postes de gendarmes", lui répond Bruno Retailleau, après avoir rappelé que l'objectif était de créer cette année 57 brigades. Or, les unes ne vont pas sans les autres, comme le rappelait le directeur général de la gendarmerie nationale l'automne dernier (lire notre article du 18 novembre 2024). Ou comme le soulignait le sénateur Bruno Belin dans son rapport spécial sur le volet Sécurités du projet de loi de finances pour 2025 : "Les prévisions d'ouverture de nouvelles brigades sont étroitement corrélées avec celles de hausse d'effectifs. Ainsi pour 2025, il était initialement attendu non seulement la création de 57 brigades additionnelles mais également de 500 ETP. Il n'apparaîtrait en effet pas possible d'ouvrir autant de nouvelles brigades à effectifs constants sans générer

de multiples conséquences néfastes. [...] Si le schéma d'emploi est effectivement nul en 2025, le nombre d'ouverture de nouvelles brigades sera nécessairement réduit".

■ Priorité aux départements non pourvus et aux collectivités ayant déjà investi

S'agissant de la localisation de ces brigades, Bruno Retailleau précise que "la priorité va aux départements qui n'ont pas encore été pourvus et aux collectivités territoriales qui ont déjà réalisé des investissements". Le rapport précité du Sénat indiquait que les 80 brigades – 28 fixes et 52 mobiles – déployées l'an dernier l'avaient été dans 64 départements de métropole et 8 départements ou collectivités d'outre-mer (voir carte), ce qui donne une première idée. Reste à connaître dans le détail quelles sont les collectivités ayant déjà investi pour parachever le tableau. Un investissement qui, décidément, ne s'avère pas – financièrement du moins – des plus judicieux. Fin 2024, la gendarmerie, faute de crédits, n'avait en effet pas été en mesure d'honorer les loyers des casernes qu'elle louait aux collectivités (lire notre article du 10 octobre 2024). Une ardoise alors estimée à 90 millions d'euros (Lien sortant, nouvelle fenêtre) par le ministre Nicolas Daragon.



INSOLITE :

UN ENTRAÎNEMENT DE PLONGÉE DES GENDARMES TOURNE À L'ENQUÊTE CRIMINELLE APRÈS UNE DÉCOUVERTE SURPRENANTE

C'est une drôle de découverte faite par les gendarmes de l'Hérault lors d'un entraînement de plongée. Ils la racontent sur leurs réseaux sociaux.

C'était censé être un simple entraînement, une routine pour les plongeurs de la Brigade Nautique de Marseillan, dans l'Hérault. Mais au lieu d'une immersion classique, ils sont tombés sur un objet pour le moins encombrant : une voiture volée, retrouvée à plusieurs mètres de fond. Une découverte digne d'un scénario de film policier, sauf que cette fois, le scénario était bien réel.

#Insolite Lors d'un entraînement subaquatique, les plongeurs de la Brigade Nautique de Marseillan ont fait une découverte pour le moins surprenante : un véhicule récemment signalé volé, dissimulé sous l'eau.

L'intervention, technique et minutieuse, a nécessité de ballonner le véhicule avant de le déplacer sur plus de 100 mètres pour le ramener sur une zone accessible par le garagiste.

Bonne nouvelle : le véhicule est sorti sur ses roues, sans dommages supplémentaires. Mauvaise nouvelle pour Dédé, le dé-délinquant de l'Hérault : l'enquête est en cours.

L'annonce a été faite avec humour sur la page Facebook des gendarmes de l'Hérault. « Bonne nouvelle : le véhicule est sorti sur ses roues,



sans dommages supplémentaires. Mauvaise nouvelle pour Dédé, le dé-délinquant de l'Hérault : l'enquête est en cours», peut-on lire sur leur publication. Les gendarmes communiquent régulièrement avec humour en mettant en scène le personnage fictif de Dédé, une caricature du délinquant de la route. Une manière de faire passer des messages de sécurité avec légèreté, notamment sur les grands excès de vitesse ou encore les rodéos urbains.

■ ■ Des flotteurs sous la carcasse

Une opération minutieuse a été nécessaire pour remonter le véhicule. Les gendarmes ont dû le « ballonner », une technique qui consiste à gonfler des flotteurs sous la carcasse pour la ramener à la surface. Ensuite, le véhicule a été déplacé sur plus de 100 mètres afin qu'un garagiste puisse le récupérer sur une zone accessible.

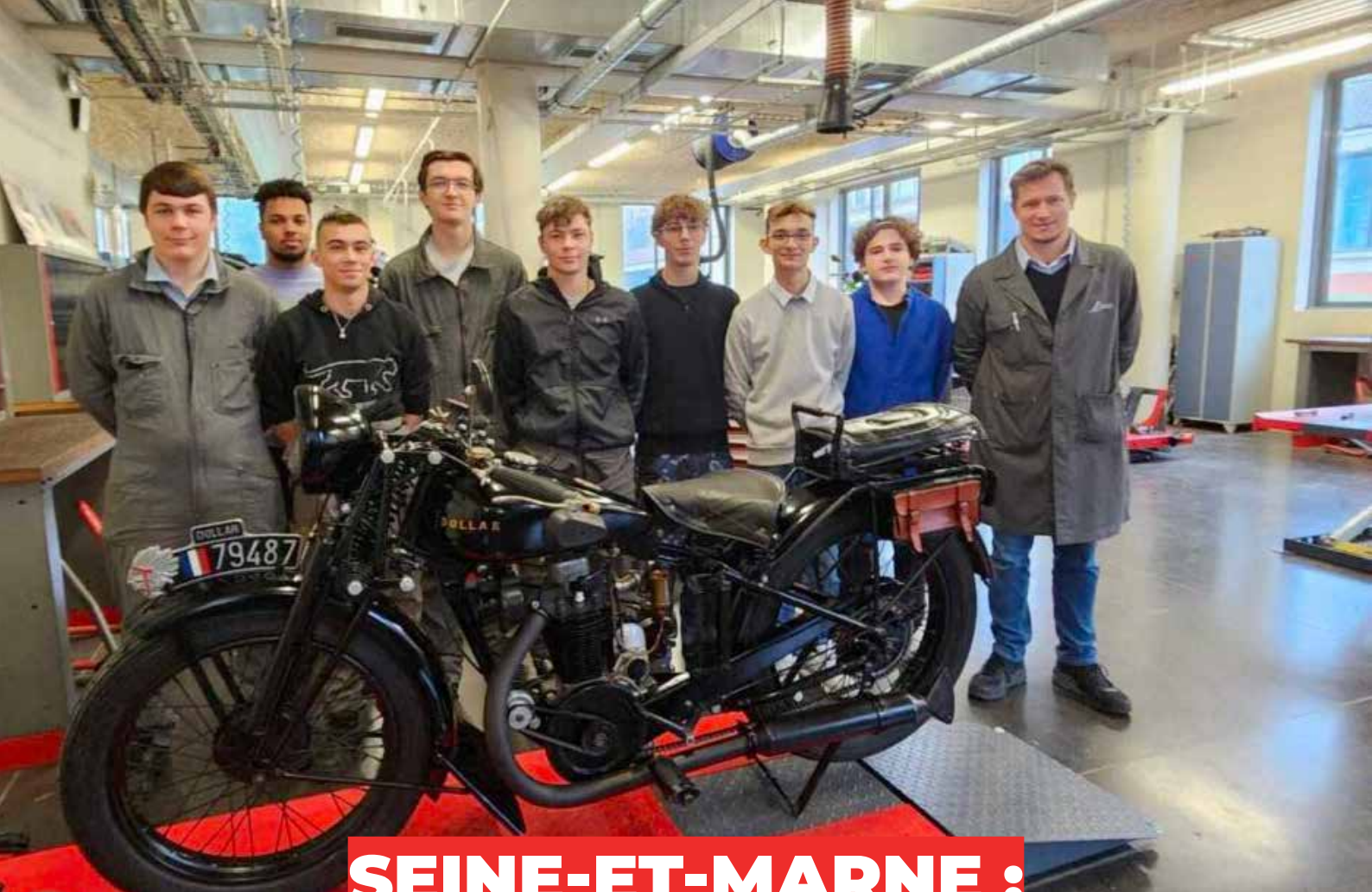
Reste à savoir qui a eu la brillante idée de cacher cette voiture au fond de l'eau. « Dédé », comme le surnomment les gendarmes, n'a visiblement pas pensé que la

voiture referait surface aussi rapidement. Une enquête a été ouverte, précisent les gendarmes de l'Hérault.

■ ■ De nombreuses réactions

L'histoire a suscité de nombreuses réactions amusées sur la page Facebook des gendarmes de l'Hérault.

« Voilà la première voiture qui roule à l'eau. Beau travail les bleus », commente l'un d'eux. « Sans dommages, oui... mais un peu humide de partout », plaisante un autre. Certains s'interrogent sur l'état du véhicule après son passage sous l'eau, comme cet internaute : « intacte, mais inutilisable... » D'autres, enfin, préfèrent en rire : « un coup de sèche-cheveux et ça repart » !



SEINE-ET-MARNE :

CES LYCÉENS ONT REDONNÉ VIE À UNE MOTO DE LA GENDARMERIE DES ANNÉES 1930

Des élèves du lycée Gustave Eiffel de Varennes-sur-Seine ont restauré entièrement une moto « Dollar » des années 1930 pour le compte du musée de la gendarmerie de Melun.

Tous les ans, le lycée Gustave Eiffel de Varennes-sur-Seine (Seine-et-Marne), près de Montereau, propose à ses élèves de terminale maintenance motorcycle un projet pas comme les autres : celui de restaurer une moto emblématique datant du siècle passé. Cette année, ils étaient huit lycéens à prendre part à ce projet original autour d'une moto « Dollar » des années 1930. Celle-ci leur avait été confiée par le musée de la gendarmerie de Melun. Étant redevenue roulante, elle va désormais pouvoir connaître une nouvelle vie au sein de la salle tradition de l'école de motorcycle de gendarmerie d'Avon.

■ « Le premier modèle en série à avoir équipé la gendarmerie »

« Cette marque, de fabrication française, avait son usine à Charenton-le-Pont (commune du Val-de-Marne, ndlr) et cette moto a été le premier modèle en série qui a équipé les motocyclistes de la gendarmerie française après les chevaux », explique ainsi Carine Patenere, proviseure du lycée.

Dans un premier temps, une recherche des fiches techniques a été nécessaire pour la restauration et afin de faire refabriquer les

pièces défectueuses, grâce au partenariat avec l'Amicale Dollar, qui s'occupe de ce patrimoine roulant.

« L'usine a vu le jour dans les années 1920. En ce temps, tout ce qui était américain était à la mode et synonyme de qualité », complète Camille Duez, enseignant en bac professionnel maintenance motocycle.

Autant dire que le travail des élèves n'a pas été simple, mais le résultat est de grande qualité : « Tout a été refait, avec les matériaux d'époque ou réusinés. La fourche était grippée, les écrous collés, le carter du moteur fendu et tous les caoutchoucs comme les pneus et les poignées usées », détaille-t-il.

■ « Continuer à faire rouler et perdurer ce savoir-faire »

Un partenariat a aussi été mis en place avec le lycée Flora Tristan de Montereau qui a, de son côté, confectionné, comme à l'origine, les sacoches posées à l'arrière de la moto pour compléter le look de ce magnifique engin.

Et le moins que l'on puisse dire, c'est que les élèves sont heureux d'avoir pris part à un tel projet : « Avec mon binôme, nous nous sommes occupés du magnéto et du carburateur. Nous sommes fiers de cette restauration, car nous avons appris énormément de choses sur ces

motos de l'époque. Ces engins n'ont rien à voir avec les motos d'aujourd'hui », précise Maxence Noël, élève de terminale.

En parallèle, les lycéens ont participé à différents salons de la moto et ont aussi rédigé des articles pour la revue spécialisée La vie de la moto. Le tout sans oublier des visites parisiennes autour du devoir de mémoire.

« Cette restauration est aussi, à sa façon, un devoir de mémoire. Cette moto arrive sur ses 100 ans et c'est une façon de ne pas l'oublier, de continuer à la faire rouler et de faire perdurer ce savoir-faire dans le temps », conclut Yohann Deschamps, élève de terminale.



TOUT JUSTE RÉNOVÉS, LES LOCAUX D'UNE FUTURE GENDARMERIE TEMPORAIRE PARTENT EN FUMÉE

À BOIS-DE-CÉNÉ

Des locaux ont pris feu dans la nuit de vendredi à samedi à Bois-de-Céné, en Vendée. Ils venaient tout juste d'être entièrement rénovés par la mairie. Ce devait être les bureaux temporaires de gendarmes, en attendant la construction d'une nouvelle caserne dans la commune.



Un incendie réduit en cendres le gros projet d'une mairie de Vendée. Une maison a entièrement brûlé, dans la nuit de vendredi à samedi. Dans la commune de Bois-de-Céné, entre Machecoul-Saint-Même et Challans. Le bâtiment, adossé à la mairie, a pris feu vers 3 heures du matin. Ces locaux devaient servir de bureaux temporaires pour 10 gendarmes avant la construction d'une nouvelle caserne dans la commune. Ils ont d'ailleurs été entièrement rénovés pendant ces derniers mois : isolation, électricité et plomberie. Le chantier touchait même à sa fin. « On a restauré l'ensemble du bien. Ça devait se finir d'ici à 15 jours », raconte le maire de la commune, Yoann Grall. 100.000 euros d'investissements partis en fumée puisqu'il

ne reste « que les murs ». L' élu se dit « en colère et dépité ».

■ La future caserne temporaire a complètement brûlé

L'enquête est en cours pour déterminer les causes de l'incendie. L'une des hypothèses est celle d'un départ de feu accidentel. « Des travaux d'électricité et de plomberie ont été effectués la veille », précisent les gendarmes qui ne s'avancent sur aucune piste pour le moment. Le maire Yoann Grall se dit reconnaissant du travail rapide des pompiers. Il doit attendre la fin de l'enquête avant de pouvoir faire venir les experts sur place.

ARLES :

LA GENDARMERIE OFFRE À LA CROIX ROUGE DES JOUETS VOLÉS SAISIS LORS D'UNE ENQUÊTE

Les gendarmes d'Arles ont remis ce vendredi 21 février 2025 des jouets d'une valeur de 1.500 euros à la Croix-Rouge pour les familles en difficulté. Des objets, saisis lors d'une enquête sur le vol d'un camion de colis en décembre et dont on n'a pas retrouvé les propriétaires.



Des robins des bois malgré eux ! Les gendarmes d'Arles ont remis ce vendredi 21 février 2025 des jouets d'une valeur totale de 1.500 euros à la Croix-Rouge, après une enquête sur le vol d'un camion de colis en décembre dernier. Ces objets, saisis lors des perquisitions, n'ayant pu être restitués à leurs propriétaires, seront redistribués aux familles en difficulté.

L'affaire remonte au 7 décembre 2024, lorsqu'un chauffeur est braqué et son camion volé. Deux jours plus tard, le véhicule est retrouvé incendié à Arles. Grâce aux investigations de la Brigade de Recherche, appuyée par les techniciens en

identification criminelle et les PSIG d'Arles et Châteaurenard, quatre suspects sont identifiés, dont le chauffeur lui-même et un employé de la société de transport.

Interpellés le 7 janvier 2025, ils ont été condamnés à des peines allant de 18 mois à 4 ans de prison en comparution immédiate. Lors des perquisitions, les enquêteurs ont retrouvé plusieurs objets volés, dont ces jouets qui feront le bonheur des bénéficiaires de la Croix-Rouge !

GEND'SERVICES :

UN NOUVEAU DISPOSITIF DE GENDARMERIE INAUGURÉ À VERNEUIL-SUR-VIENNE

Ce pôle de gendarmerie a vocation à accueillir du public deux fois par semaine lors de permanences sur la commune de Verneuil-sur-Vienne. Un service de proximité, dans la même veine que les maisons France services.

Le pôle Gend-Services, inauguré à Verneuil-sur-Vienne ce vendredi, est une sorte d'antenne de la gendarmerie où deux fois par semaine, des agents assurent des permanences et accueillent le public. L'idée de ce dispositif totalement inédit en France, est née du maire, Pascal Robert, à défaut d'avoir réussi à avoir une gendarmerie sur sa commune. Le but ? En faire un service de proximité pour les habitants de Verneuil-sur-Vienne et ses alentours.

Prévention, dépôt de plainte, procuration...
Le pôle est situé en plein cœur de la commune, à deux pas de l'église et de l'école primaire. « C'est une présence supplémentaire pour Verneuil-sur-Vienne. Il y a un aspect préventif puisqu'on est là », souligne la colonelle Dorothee Cloître, commandante du groupement de gendarmerie de Haute-Vienne.

Une présence pour rassurer les habitants mais aussi pour leur offrir des services, juste à côté de chez eux. Ils peuvent venir lors des permanences pour différentes raisons assure-t-elle : « Dans le cadre d'un dépôt de plainte, pour faire procuration lors d'une élection, pour des actions de sensibilisation... »

Un service de proximité en France
Une manière de recréer du lien entre les forces de l'ordre et les citoyens selon le préfet de Haute Vienne, François Pesneau. « C'est le premier pôle de ce type en France. Il est regardé de très près par le directeur général de la



gendarmerie nationale comme une expérimentation intéressante pour apporter du service de la gendarmerie au plus près de la population. »

Le maire, Pascal Robert y voit aussi un tremplin pour un jour avoir une véritable gendarmerie sur sa commune. « Je me dis que quand il y aura d'autres appels à projets pour des créations de gendarmeries, Verneuil clignotera et peut-être la gendarmerie du projet originel reviendra. » En attendant, Gend'Service est ouvert au public tous les lundis et jeudis

SÉCURITÉ :

10.000 GENDARMES ONT ÉTÉ BLESSÉS DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS EN 2024, UN CHIFFRE « INÉDIT »

Pour le directeur général de la gendarmerie nationale, c'est un chiffre « tout à fait inédit ». En 2024, 10.000 gendarmes ont été blessés dans « le cadre de leur service », a annoncé ce jeudi Hubert Bonneau.

Invité de BFMTV/RMC, le général Bonneau a précisé que sur ce total de 10.000 blessés (en hausse de 4 % par rapport à 2023), « 5.300 gendarmes avaient été blessés en mission » (le restant étant blessé lors de déplacements, d'entraînement, etc.). Il a ajouté que « 63 gendarmes ont fait l'objet de tirs d'armes à feu et 1.000 gendarmes ont été ciblés et agressés par des armes » de tout type (armes par destination notamment).

« On ne sait jamais sur qui on va tomber »
Le général Bonneau a fait valoir que les gendarmes blessés l'avaient été « sur tous les territoires ». « Il n'y a pas de patrouille anodine. On ne sait jamais sur qui on va tomber » lors d'une intervention, a-t-il dit. Les blessés en Outre-mer représentent entre « 35 et 50 % » du total chaque année, selon des données communiquées par la gendarmerie.

« La société est de plus en plus violente. Je suis frappé par la montée des radicalités, des violences entre les personnes », a relevé le général pour qui « il y a une espèce de libération de la violence à laquelle nous sommes confrontés ». La France compte 130.000 gendarmes, dont 30.000 réservistes.



DES NOUVELLES DE LA FUTURE GENDARMERIE DE CETTE COMMUNE SITUÉE **PRÈS D'AURILLAC**

Vendredi 14 mars 2025, la commune, la préfecture et la gendarmerie ont signé un contrat de sécurité. Dans le viseur : prévention et délinquance.

Ce vendredi 14 mars 2025, la commune a signé avec la préfecture et la gendarmerie un contrat de sécurité. Ce contrat signé par Jean-François Rodier, maire, Philippe Loos, préfet du Cantal et le colonel Cortot contient un ensemble de mesures destinées à renforcer la prévention et à agir durablement sur la délinquance.

■ Quels nouveaux outils de prévention ?

Cela passe notamment par des campagnes de prévention ciblées ou par des patrouilles dédiées au contact avec la population ou des publics spécifiques (commerces, associations, seniors).

Ce contrat concerne dans le Cantal 9 inter-communalités et 26 communes lauréates du programme « Petites villes de demain ». La commune de Jussac qui compte déjà 11 caméras de vidéosurveillance placées aux entrées de la ville aux endroits stratégiques tels que l'école, l'église, la salle polyvalente... complète ainsi son dispositif sécuritaire pour l'amélioration de la qualité de vie avec une offre de sécurité de proximité adaptée.



TARN-ET-GARONNE :

UNE NOUVELLE CASERNE POUR LE PSPG DE GOLFECH

Le préfet de Tarn-et-Garonne a inauguré, lundi 17 mars à Golfech, la nouvelle caserne du Peloton de surveillance et de protection de la Gendarmerie (PSPG).

Un travail dans l'ombre. La nouvelle caserne du Peloton de surveillance et de protection de la Gendarmerie (PSPG) à la centrale nucléaire de Golfech a été inaugurée, ce lundi 17 mars, par Vincent Roberti, préfet de Tarn-et-Garonne.

Protéger les installations nucléaires civiles
Durant cette cérémonie, en présence également du procureur de la République de Montauban Bruno Sauvage, du sénateur Pierre-Antoine Lévi, du Général de division Arnaud Girault et de Pascal Benoit, maire de la commune golfechoise, le représentant de l'Etat a indiqué que "ce site représente un enjeu majeur en termes de sécurité".

Afin d'assurer la protection de ce dernier contre toute menace potentielle, de nouveaux locaux ont donc été spécialement créés pour le PSPG, unité d'élite de la Gendarmerie nationale chargée de la protection des installations nucléaires civiles et spécialisée dans le domaine de l'intervention.

Les gendarmes affectés et leurs familles auront désormais accès à des logements neufs et des équipements modernisés", a ajouté Vincent Roberti.

Golfech, seule centrale nucléaire d'Occitanie

Si la France possède au total 18 centrales nucléaires réparties sur l'ensemble de l'Hexagone, celle de Golfech, elle, est la seule centrale nucléaire présente dans la région Occitanie.



APRÈS GIVET,

UNE AUTRE BRIGADE DE GENDARMERIE DES ARDENNES CARTONNE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

« Les Ardennes, c'est trop génial ! » La campagne de communication de la gendarmerie nationale mettant en avant le département des Ardennes et ses gendarmes continue sur les réseaux sociaux.

Après la vidéo TikTok centrée sur la caserne de Givet, c'est la brigade de Renwez et le lac des Vieilles Forges qui ont été honorés, sur la page Facebook de la gendarmerie nationale, ce 25 mars 2025.

Sur cette courte vidéo, avec comme fond sonore « Gangsta's Paradise », on y voit un gendarme qui dit être dans les Ardennes, à Renwez. Bon, la réponse exacte était Les Mazures, sur cette rive du lac.

■ Plus de 80 000 vues

Mais qu'importe, l'essentiel est ailleurs : le coup de projecteur est réussi, sur cette page à 978 000 followers. La vidéo a réalisé plus de 80 000 vues.

Pour mémoire, le lac des Vieilles Forges a attiré 410 000 visiteurs lors de la saison estivale 2022. Démontrant que ce site reste l'une des vitrines majeures du département en pleine saison touristique. Un site qui mobilise également, l'été, une brigade équestre de gendarmerie.





LA GENDARMERIE DE L'AIR

CHANGE DE NOM

Comme l'armée à laquelle elle est rattachée, la gendarmerie de l'Air s'appellera désormais la gendarmerie de l'Air et de l'Espace.

Un décret du 28 février 2025, publié ce samedi au Journal officiel, change le nom de la gendarmerie de l'Air en celui de gendarmerie de l'Air et de l'Espace. Les dispositions réglementaires de ce changement sont énumérés dans un arrêté du 28 février 2025 également publié ce samedi au JO.

■ Un millier de gendarmes

Placée pour emploi auprès de l'armée de l'Air et de l'Espace, cette gendarmerie spécialisée remplit plusieurs missions : sûreté et protection des bases aériennes, police judiciaire et constatations en matière d'accident d'aéronefs militaires. Elle compte un millier de gendarmes. Elle est commandée par le général de brigade Jérôme Bisognin.



AAMFG

L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie est membre de l'Entente Gendarmerie et fait partie des associations signataires de la Charte des associations avec la Direction Générale.

L'AAMFG apporte son expérience à tous ses membres.

Vous avez besoin d'aide pour faire face à une situation d'urgence, d'un renseignement, un problème qui touche votre famille (membre ou non), vous pouvez nous contacter directement.

Pour contacter un membre du bureau national, du conseil d'administration ou une de nos antennes :

LES RESPONSABLES

Mme Murielle NOEL

Présidente Nationale

13 Route des Planèzes
23400 BOURGANEUF
muriellenoel@aamfg.fr
06 87 18 26 67

Fabienne GOESLIER-CHALLES

Vice présidente

70, rue des Capucins
41200 ROMORANTIN LANTHENAY
fabiennechalles@aamfg.fr
06 86 30 17 40

Christine ROBIN

Secrétaire générale

155, chemin de Baylot
33240 SAINT ANDRE DE CUBZAC
christinerobin@aamfg.fr
06 62 63 33 55

Virginie RODRIGUEZ

Responsable entraide

4E rue du G^{al} Audibert 35200 RENNES
virginierodriguez@aamfg.fr
06 26 88 06 09

Marianne BARALE

86 impasse Héra - Bat C2
83160 LA VILETTE DU VAR
mariannebarale@aamfg.fr
06 65 65 39 23

Christelle PINGEOT

37 rue du Vélodrome, 87000 LIMOGES
christellepingeot@aamfg.fr
06 22 26 60 59

Anne MARTINEZ

162 rue de l'Arnel 34070 MONTPELLIER
06 50 49 68 49 - annemartinez@aamfg.fr

POURQUOI ADHÉRER ?

www.aamfg.fr



L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie ne cesse de mener l'essentiel de son activité pour faire progresser les conditions de vie des familles de gendarmes. Animée d'une parfaite volonté et respectueuse de l'éthique d'une institution prestigieuse, l'AAMFG n'entend pas s'immiscer dans la gestion des affaires. Elle apporte un soutien à ses membres dans la gestion de dossiers parfois complexes et difficiles (sur le plan technique et/ou moral).

L'AAMFG s'engage également pour sensibiliser les autorités et l'opinion publique sur les problèmes rencontrés au quotidien. Enfin l'association par votre écoute, la veille menée par nos délégués et leur proximité représente une interface utile pour vous guider, vous orienter au fil des années passées aux côtés d'un gendarme.

Si à ce jour, la naissance de l'association reste marquée du mouvement historique de 2000, si des combats ont d'ores et déjà été gagnés au profit de l'amélioration de la qualité de vie pour tous, ensemble nous serons toujours plus forts et représentatifs de toutes les familles de la Gendarmerie, et ce, sans distinction de catégories de statuts (GAV, sous-officier, ...).

C'est pourquoi nous vous invitons à souscrire ou renouveler votre adhésion annuelle et ainsi de bénéficier au mieux de notre soutien, afin d'être solidaire des personnes dans les situations délicates que nous aidons chaque jour, pour contribuer au développement de notre action au service de la qualité de vie de la famille et lui donner sa juste valeur.

J'adhère à l'AAMFG pour l'année

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal et ville :

Téléphone :

Portable :

E-mail :

Cotisation annuelle : 15 € ⁽¹⁾

Don de soutien à l'association :⁽²⁾

(montant libre et facultatif)

Total du paiement * (-1 + 2) :

Parrainage :

Je souhaiterais m'impliquer dans la vie de l'association et accepte des responsabilités départementales au sein de l'AAMFG (candidature soumise à acceptation après instruction de la candidature et détermination des missions possibles).

Merci d'expédier ce bulletin par courrier accompagné de votre paiement à l'adresse suivante :

AAMFG – Service des Adhésions
13 route des planèzes 23400 Bourganeuf

* par chèque libellé à l'ordre de l'AAMFG